

# dajaloo

ensemble avec les paysans

n° 51 septembre 2016

BIMESTRIEL - ne paraît pas  
en août et novembre



Rue aux Laines, 4  
1000 Bruxelles  
n° d'agrément : P601176

## Les alternatives : alimentons le débat



- p. 3 : **Les alternatives à l'honneur au Festival AlimentTERRE**
- pp. 4-5 : **« TINA » ou « TATA »**
- p. 6 : **Fausse solutions pour *Demain***
- p. 7 : **Cuba : la transition imposée**
- pp. 8-9 : **Innovations technologiques : alternatives  
ou continuité d'un système en déroute ?**
- pp. 10-11 : **Le CENADEP, ce porteur d'alternatives**
- p. 12 : **Les alternatives sont-elles réservées aux "riches"?**



## [ édito ]

### > Pour celles et ceux qui ne reçoivent pas encore Dajaloo...

Vous souhaitez garder le contact avec SOS Faim ? Abonnez-vous en vous adressant à [cra@sosfaim.org](mailto:cra@sosfaim.org), ou à SOS Faim – Dajaloo, rue aux Laines 4, 1000 Bruxelles.

# Les alternatives, parlons-en !

**On en entend parler, aujourd'hui, à tout bout de champ. Les alternatives sont partout, elles sont de tout type, et elles sont promues par toutes sortes d'associations. Mais au final, de quoi parle-t-on ?**

Le système agricole actuel a montré ses limites sur tous les plans : social, environnemental, économique. De nombreuses alternatives en rupture avec ce système ont alors commencé à se développer. Ce Dajaloo ne vous propose pas un parcours des différentes alternatives qui existent dans votre quartier, en Belgique ou encore au Sud. Les bénévoles-rédacteurs se sont plutôt penchés sur l'analyse même des alternatives. Le débat est animé : bonnes, mauvaises, non-viables, marginales, etc. Les alternatives sont victimes de nombreuses critiques, mais pourquoi ?

La définition même du concept d'« alternative », n'est pas arrêtée et deux camps s'affrontent : *There is no alternative (TINA)* et *There are thousands of alternatives (TATA)* (pp. 4-5). Le film *Demain* nous fait parcourir le monde à la découverte de ces alternatives, mais, difficile d'être 100% accord avec toutes celles qu'il propose (p.6). Une alternative dont on parle beaucoup, l'agroécologie, avait été un franc succès à Cuba... ou c'est ce qu'on croyait. Aujourd'hui, il semble que Cuba y renonce (p.7). Que dire alors des innovations techniques (pp.8-9) ? Comme toujours, un passage chez l'un de nos partenaires nous plonge dans une toute autre réalité pour comprendre comment le concept d'« alternative » peut être entendu... en RD Congo (pp.10-11). Et un retour vers chez nous se concentre sur l'une des fameuses critiques des alternatives en Belgique : elles seraient faites pour les riches (p.12) !

Nous espérons que ce 51<sup>e</sup> numéro suscitera la réflexion et alimentera le débat autour du concept mais surtout autour de ces alternatives collectives foisonnantes... et qui sait, participera à cette dynamique visant à rompre avec le système dominant.

> Anne-Laure Van der Wielen

Ed. resp. : Olivier Hauglustaine  
**SOS Faim asbl**  
Rue aux Laines 4 · 1000 Bruxelles  
T 02/548 06 70 · F 02/514 47 77  
[cra@sosfaim.org](mailto:cra@sosfaim.org) · [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)



CCP : BE83 0000 0000 1515  
BIC : BPOTBEB1

Réalisé avec le soutien de la DGD

#### Comité éditorial :

Mathieu Biotteau, Ysaline Carlier,  
Mara Cavalier, Héléne Coppens,  
Justyna Dunin-Karwicka, Gladys Touly,  
Anne-Laure Van der Wielen  
et Maité Vanvæck.

#### Comité de relecture :

Pierre-Yves Gillet et Virginie Pissort

#### Crédits photos/images :

Sulfiann, Alain Lauga, Soft Light,  
David Fowler, Perception7,  
Kleitr, Panco971

# Les alternatives à l'honneur au Festival AlimentTERRE

Le Festival de films AlimentTERRE, c'est LE rendez-vous incontournable d'information et d'échange pour toutes celles et ceux qui s'intéressent aux enjeux mondiaux de l'alimentation et de l'agriculture. C'est aussi l'occasion de découvrir et rencontrer des porteurs d'alternatives concrètes en faveur d'un système agro-alimentaire plus juste et plus durable, notamment lors du Forum des Alternatives.

## Le Forum des Alternatives à Bruxelles le dimanche 16 octobre

Un peu partout, en Belgique et ailleurs, des alternatives à l'agro-industrie se multiplient. Le temps d'un après-midi, le Forum des Alternatives occupera les magnifiques caves voutées du Cinéma Galeries ; avec un focus cette année sur les circuits de distribution. Concrètement au programme :

- **Un espace Rencontres et débats** : la Ruche qui dit oui, le réseau des GASAP et l'Heureux Nouveau présenteront leurs initiatives de distribution alimentaire en circuit court et alternatif ;
- **Un espace Ateliers DIY** : faire son vermicompost, faire pousser des champignons, cuisiner anti-gaspi ;
- **Un espace Mobilisation** : le lieu pour découvrir des pistes d'action, des idées et de la documentation ;

- **Un espace Courts-métrages** : une sélection de courts et moyens métrages sur les enjeux alimentaires et agricoles mondiaux.

## Et une belle sélection de films documentaires

Le festival c'est avant tout la projection de 7 films documentaires internationaux à découvrir à Bruxelles et en Wallonie. Parmi eux, le film danois **Bugs** co-produit par la RTBF, qui ouvrira les festivités le 13 octobre à Bruxelles, questionnera la possibilité de se nourrir d'insectes. Le spectateur sera plongé au cœur des systèmes alimentaires mondialisés dans le passionnant documentaire **10 Billion, What's on your plate ?** Mais aussi le documentaire belge de Marie Devuyt, **Quand le vent est au blé**, nous plongera au cœur d'un petit réseau de passionnés qui réintroduisent des blés anciens en Wallonie.

> **Gladys Touly**, Attaché de presse du Festival AlimentTERRE



↑ Le programme complet  
et toutes les informations sur  
[www.festivalalimenterre.be](http://www.festivalalimenterre.be)



<b>Bruxelles :</b>	<b>13 &gt; 16 oct.</b>
<b>Liège :</b>	<b>26 &gt; 28 oct.</b>
<b>Namur :</b>	<b>27 oct.</b>
<b>Charleroi :</b>	<b>27 oct.</b>
<b>Ottignies-LLN :</b>	<b>25-27-29 oct.</b>
<b>Comblain-au-Pont :</b>	<b>21 oct.</b>
<b>Welkenraedt :</b>	<b>26 nov.</b>

# « TINA » OU « TATA »

**En 1980, Margareth Thatcher défend sa politique monétariste et affirme : « there is no alternative\* » au modèle néolibéral : TINA. À cela, les « alter » répondent: « there are thousands of alternatives\*\* » : TATA ! Dans les faits, Thatcher et les alter pourraient, aujourd'hui, avoir tous deux raisons.**



↑  
En 1980, Margareth Thatcher défend sa politique monétariste et affirme : « there is no alternative » au modèle néolibéral

## Définir une alternative

La notion d'alternative pose de nombreux débats et ne fait pas consensus, ni parmi les scientifiques, ni au sein de la société civile. En effet, l'alternative prend différentes formes et aspirations en fonction du contexte où elle est développée. Cependant, toute alternative émane d'une volonté d'agir, de penser et de vivre différemment du ou des modèles dominants d'une société. Les alternatives, et ce, peu importe leur échelle d'organisation, se positionnent donc en rupture par rapport au système en place avec une aspiration à un système plus durable dans ses trois composantes : le social, l'environnemental et l'économique.

\* il n'y a pas d'alternative

\*\* il y a des milliers d'alternatives

Autour de ces alternatives se créent alors des débats : sont-elles viables, bonnes, mauvaises, réellement en rupture avec le système ? Par exemple : les alternatives qui présentent un réel effort environnemental mais qui ne répondent pas à la problématique « sociale » du système ou ne sont pas viables économiquement suscitent le débat. Il est ainsi capital de prendre en compte la grande diversité des innovations.

## Alternatives au système agricole

Synonyme d'exploitation abusive des ressources naturelles, de loi du marché et d'inégalité sociale, le système agro-industriel n'est pas adapté. Il ne réussit pas à rémunérer correctement les producteurs et à répondre à sa fonction première qui est de nourrir la population mondiale.

Face à l'incertitude de l'avenir et la prise de conscience de l'inefficacité du système en place, les alternatives proposent alors des solutions concrètes pour répondre aux nombreux changements et problématiques de notre temps. Créées souvent très localement, elles sont ensuite relayées et s'étendent. Ces alternatives offrent une vision de l'agriculture et des valeurs opposées à celles soutenues par le système actuel.

## Système des alternatives ou système alternatif ?

A nouveau, la réponse n'est pas claire et le consensus inexistant. En effet, certains estiment qu'il n'y a pas d'alternative (TINA), d'autres pensent qu'il en existe des milliers (TATA). Se dire que « nous n'avons pas le choix » ou « qu'il n'y a pas d'autre solution » est une décision rassurante. Elle n'implique pas de remise en question ou d'efforts pour modifier notre mode de vie. Or, il est difficile, voire impossible, de nier l'éventail incroyable d'alternatives qui se mettent en place partout dans le monde, et ce dans des formes très différentes.

En effet, des milliers de personnes s'organisent et créent des actions visant à mettre en cause le système dominant actuel, dans l'idée de construire un système alternatif complet, en nette rupture avec notre système actuel. Mais force est de constater que ce « système alternatif » reste à l'heure actuelle une utopie : TINA ! Il est malgré cela évident qu'une prise de conscience large est en cours et que chacun doit redoubler d'efforts pour participer au mouvement de transition.

### Les mouvements sociaux comme acteurs décisifs de la transition

Des alternatives peuvent émaner directement des pouvoirs publics et être mises en œuvre dans la population. Mais nombre d'entre elles, naissant d'une prise de conscience individuelle,



ont vocation à s'étendre à un ensemble de personnes habitées par la même volonté de changer leur mode de vie pour répondre à un besoin individuel mais aussi pour participer à un mouvement global dans l'espoir de faire basculer le système dominant. Ce basculement à l'échelle d'une région, d'un pays, ou au-delà nécessite un changement politique, lequel repose sur l'émergence de nouvelles forces. L'intervention des mouvements sociaux est ici essentielle afin de relayer les revendications portées par les alternatives et faire évoluer la volonté politique.

Il est évident que le débat autour de la définition des alternatives est loin d'être clos, et on peut s'en réjouir. Les discussions sont en effet le terreau pour la création d'alternatives et leur amélioration continue.

> **Mara Cavalier**, bénévole

↑  
Il est difficile, voire impossible, de nier l'éventail incroyable d'alternatives qui se mettent en place partout dans le monde, et ce dans des formes très différentes.

# Fausse solutions pour Demain

Le film *Demain* nous embarque dans un voyage à la recherche de solutions pour sauver nos enfants menacés par l'effondrement des écosystèmes. Le film, salué par la critique et les grands médias, a très vite dépassé le million d'entrées en France. Mais certaines solutions, taguées d'« alternatives », ne jouent-elles pas le jeu d'un système que le film entend combattre ?



Il est bien sûr difficile de ne pas rejoindre les deux réalisateurs sur de nombreux points : la remise en cause du système monétaire, la préservation de la paysannerie ou la relocalisation de la démocratie. Mais en proposant les énergies renouvelables comme alternatives aux énergies fossiles, *Demain* ne va sans doute pas suffisamment loin dans les propositions d'alternatives.

## Illusion renouvelable

En effet, les réalisateurs ne se sont pas penchés sur l'exploitation des terres rares en Chine nécessaires à la construction des éoliennes et des panneaux solaires qui se fait dans des conditions sociales et écologiques honteuses.<sup>1</sup> Ils ne se sont pas penchés non plus sur le sud du Mexique où des paysans luttent contre la destruction de leurs terres remplacées par des parcs éoliens.<sup>2</sup> A ce prix, peut-on réellement parler d'alternative ?

Le film omet aussi de mentionner les dépenses d'énergie colossales et les matières premières nécessaires à la mise en place de ces nouvelles infrastructures ou leur faible taux de retour énergétique<sup>3</sup>. La solution ne réside-t-elle pas dans la limitation des besoins énergétique et dans la réduction de notre consommation ?

## Moteur de changement ?

Enfin, si les initiatives décrites dans le film permettent sans doute d'amorcer des changements à l'échelle individuelle, la mise en œuvre d'un réel changement de système, de ses structures politiques et sociales qui façonnent nos milieux et conditionnent nos existences, suppose des combats politiques menés collectivement.

> **Mathieu Biotteau**, bénévole

→ En proposant les énergies renouvelables comme alternatives aux énergies fossiles, *Demain* ne va sans doute pas suffisamment loin dans les propositions d'alternatives.

<sup>1</sup> En Chine, les terres rares tuent des villages, C. Bontron, 19/07/2012 [www.fao.org](http://www.fao.org)  
<sup>2</sup> Révoltes et morts suspectes autour des champs d'éoliennes mexicains, C. Lavoix, 05/10/2014  
<sup>3</sup> Taux de retour énergétique, J. Treiner, 06/05/2016

# Cuba : la transition imposée

**En 1991, Cuba a entamé une transition radicale vers l'agroécologie. Si l'île a réussi le passage d'une agriculture industrielle à une agriculture familiale et urbaine, un constat apparaît : Cuba n'a pas choisi cette transition.**



Isolée par l'effondrement de l'URSS et l'embargo américain, Cuba a dû faire face, en 1991, à une grave crise économique et une importante pénurie alimentaire. Alors qu'elle était totalement dépendante des pesticides et des machines agricoles, elle s'est vue contrainte d'instaurer rapidement une série de mesures drastiques.

## Une auto-organisation citoyenne et un état planificateur puissant

L'agriculture urbaine et familiale<sup>4</sup> s'est développée, encadrée par le mouvement paysan "campesino-a-campesino" (paysan à paysan). L'état a également joué un rôle crucial, en promulguant des lois en faveur de l'agroécologie et en redistribuant une partie des terres aux paysans.

La convergence entre les initiatives citoyennes et les décisions politiques fortes<sup>5</sup> a ainsi permis à l'île de réaliser une transition rapide vers l'alternative qu'est l'agriculture écologique.

## L'évolution par l'obligation ?

Mais, force est de constater que depuis le réchauffement avec les États-Unis, une partie du peuple cubain ne désire qu'une chose : pouvoir consommer comme ses voisins américains. D'autre part, la fin de l'embargo avec les USA annonce le retour des échanges commerciaux entre les deux pays et celui des intrants chimiques sur l'île.

Cuba, premier pays industrialisé à avoir opéré une transition vers l'agroécologie, sera peut-être aussi le premier à vouloir en sortir. On peut alors se poser la question : pour qu'une alternative soit durable, l'alternative ne doit-elle pas être libre et volontaire ? La prise de conscience des limites du système dominant, la volonté et l'engagement d'en sortir ne sont-ils pas des préalables à la mise en œuvre d'alternatives durables ? À l'image peut-être des initiatives des villes en transition ?

> **Maïté Vanvaeck**, bénévole

← La convergence entre les initiatives citoyennes et les décisions politiques fortes a permis à l'île de réaliser une transition rapide vers l'alternative qu'est l'agriculture écologique.

<sup>4</sup> Défis Sud, n°125

<sup>5</sup> Pablo Servigne et al., "La transition inachevée. Cuba et l'après-pétrole", 2012.

# Innovations technologiques alternatives ou continuité d'un système en déroute?

Alors que l'accroissement démographique est exponentiel et que les changements climatiques impactent sur la quantité d'eau et de terres nécessaires à la production agricole, de nouvelles technologies au service de l'agriculture voient le jour. Sont-elles des alternatives telles que nous les interprétons?



→ Fermes verticales : entassés sur des étages, à proximité des villes, ces végétaux s'épanouissent dans un milieu stérile sans jamais voir le soleil.

1,4 milliard d'hectares de terres arables sont consacrées à la production de fibres et de végétaux nécessaires à nourrir la population mondiale. D'ici 2050, il faudra 2 fois plus de nourriture qu'en 2000 pour assurer la survie des 9,2 milliards d'habitants attendus. En parallèle on s'attend à une baisse de productivité due aux changements climatiques. Pour affronter ce challenge, des innovations techniques sont développées : fermes verticales, agriculture numérique, agriculture de précision, etc. Ces nouvelles technologies sont présentées comme des alternatives au système en place.

## Les fermes verticales et l'aéroponie

La technique de l'aéroponie consiste à vaporiser des brouillards d'eau et d'engrais biologiques sur les feuilles et les racines des plantes. Celles-ci croissent sous des lampes LED dans des hangars. Entassés sur des étages, à proximité des villes, ces végétaux s'épanouissent dans un milieu stérile sans jamais voir le soleil.

Les avantages sont multiples : pas d'OGM ni d'insecticides, garantie bio, économie d'eau et de terre agricole, 22 à 30 récoltes par an. Le seul hic : la consommation énergétique. Mais celle-ci, dit-on, est compensée par la proximité avec les villes et donc la réduction du

transport. L'aéroponie semble répondre aux besoins environnementaux actuels. Mais ces fermes verticales suivent la logique productiviste et de rendement du système en place. Technologie coûteuse, disparition du paysannat, production destinée à une population citadine aisée, peut-on réellement parler d'alternative ?

### Agriculture numérique et robotisation

Cette agriculture connectée utilise le réseau WIFI pour réunir les données nécessaires à l'anticipation des risques agricoles. Un réseau de capteurs autonomes sans fil (RCSF) est installé dans les parcelles et assure le suivi des différents paramètres essentiels au bon développement des végétaux. Ces informations sont directement transmises aux agriculteurs. En association, des drones volent à basse altitude et collectent les images des parcelles. Des robots terrestres agissent directement sur les parcelles en détresse. Une technologie coûteuse qui ne sera accessible qu'à un petit nombre. Alternative ?

### L'agri-voltaïque

L'agri-voltaïque associe production d'énergie photovoltaïque et agriculture. Des panneaux solaires sont disposés sur des structures de bois au dessus des productions agricoles. L'inclinaison modulable des panneaux permet de garder les plantes à l'ombre une partie de la journée et d'en conserver l'humidité. Cette technologie permettrait une augmentation du rendement et de la qualité par le contrôle du climat, la protection des cultures et une diminution de la consommation d'eau. *A contrario* des fermes verticales, les plantes continuent à pousser de manière naturelle dans la terre. Il semblerait que cette solution soit plus universelle. Associant nouvelles technologies et production traditionnelle, elle est

sans surcoût pour l'agriculteur, respecte l'environnement, et est accessible à un plus grand nombre. Elle se rapprocherait donc peut-être plus d'une vraie alternative ?

### L'irrigation de précision

Les techniques sont multiples : micro vaporisation, goutte-à-goutte de surface ou enterré, irrigation par condensation, etc. Dans tous les cas, il s'agit d'amener lentement de petites quantités d'eau à la racine de la plante. Ces systèmes permettent non seulement des économies d'eau et d'engrais mais évitent certaines maladies dues au contact de l'eau avec la feuille de la plante. Peu coûteuse et adaptable aux réalités de terrain, la micro irrigation répond très clairement aux contraintes actuelles. Si elle est une alternative, on réalise néanmoins qu'elle n'est pas une nouvelle technologie. En effet, même si elle est en plein essor, elle est utilisée depuis l'Antiquité !

### Conclusion

Il est intéressant de constater que les nouvelles technologies associées aux savoir-faire ancestraux apparaissent comme des alternatives. Elles placent la nature et l'être humain au centre des préoccupations, elles respectent l'environnement et sont surtout accessibles à la majorité de la population. Mais prudence, l'industrie agroalimentaire essaye de se frayer un chemin en se targuant d'une certaine éthique environnementale, mais cette dernière prendra-t-elle le pas sur la vocation première de l'industrie de faire du profit ?

> Justyna Dunin-Karwicka, bénévole



↑ Robotisation : des drones volent à basse altitude et collectent les images des parcelles.



# Le CENADEP, ce porteur d'alternatives

**Promouvoir et renforcer les communautés de base pour que celles-ci aient les moyens de réaliser leurs ambitions, c'est le défi que s'est lancé le CENADEP. Rencontre avec Danny Singoma, Directeur du Centre National d'Appui au Développement et à la Participation populaire (CENADEP).**

## Quel est le contexte congolais dans lequel vous agissez ?

Au niveau politique, avant 2001, il n'y avait pas d'élection, les dirigeants étaient nommés. Il s'est donc créé un problème d'éloignement et de méfiance entre les gouvernants et la population. Actuellement, les élections n'ont lieu qu'à partir d'un niveau provincial. Les communautés locales sont donc obligées de coopérer avec des gens qu'elles n'ont pas élus.

Sur le plan agricole, les enjeux sont multiples. Au niveau national l'agriculture est présentée comme un secteur prioritaire contribuant largement au budget de l'État, et la création de parcs agroindustriels est considérée comme une stratégie déterminante dans cette vision. Au niveau local, il y a la question de l'agriculture paysanne qui devrait être soutenue par le gouvernement mais qui est souvent délaissée.

## Quel est alors le rôle du CENADEP ?

Alors que nous nous demandions si les autorités prenaient en compte les besoins des populations et leurs volontés dans la mise en œuvre des programmes de développement, nous avons créé le CENADEP. Son intervention est marquée par trois dimensions :

- ➔ la dimension communautaire, pour que les communautés prennent en main leur propre destinée et leur plaidoyer ;
- ➔ la dimension politique et citoyenne, afin qu'elles connaissent leurs droits et leurs devoirs pour qu'elles puissent les revendiquer et les négocier ; et
- ➔ la dimension économique, afin qu'elles se positionnent dans la société et puissent tirer profit des activités qu'elles mettent en œuvre.

Le CENADEP n'est donc pas une alternative, mais il se veut porteur d'alternatives. Les organisations paysannes doivent trouver leur place à côté de cette grosse agriculture sans que les politiciens ne freinent leur élan.

## Comment vous y êtes-vous pris au début ?

Dans la zone où nous agissons, nous identifions les partenaires et travaillons avec eux afin de déterminer les besoins, les forces et les faiblesses. Ensuite, nous travaillons sur les potentiels des différentes organisations et leurs revendications et les encourageons pour qu'elles réfléchissent aux alternatives à créer face aux politiques en place.

Nous avons aussi créé un journal qui s'appelle « *La voix du paysan congolais* ». Ce



↑ « Alors que nous nous demandions si les autorités prenaient en compte les besoins des populations et leurs volontés dans la mise en œuvre des programmes de développement, nous avons créé le CENADEP ».

journal sert d'outil de pression politique, de plaidoyer mais aussi de communication technique et de formation générale sur l'agriculture. Il crée un lien entre les producteurs agricoles et le monde politique et est une alternative aux canaux habituels de communication. Ainsi, en 2011, lorsque nous étions en train de travailler sur les lois agricoles, les paysans ont lancé un slogan « *pas de lois, pas de voix* » et le journal a porté ce message. Cela a frappé les esprits et a contribué, en partie, à l'acceptation des lois agricoles par les politiciens.

### Quelle est la situation aujourd'hui ?

Elle a évolué. Il ne faut plus aller chercher les gens pour les inciter à faire partie d'une organisation, ils sont déjà organisés. Mais nous les aidons à s'organiser à un niveau plus élevé, au-delà du niveau communautaire. Un des défis est que ces organisations travaillent ensemble. Nous essayons donc de les structurer autour de faitières plus grandes pour porter leur combat social et politique à un niveau plus haut.

Un autre défi est alors de renforcer ces représentations d'organisations paysannes des niveaux élevés (régional, provincial), pas seulement sur le plan organisationnel mais aussi sur les questions de participation économique et citoyenne, pour qu'elles soient en mesure d'interpeller les décideurs au plus haut niveau.

### Comment comptez-vous encore développer les alternatives ?

Nous voulons renforcer les partenariats public-privé, car pour le moment, il n'y a que le plaidoyer envers le pouvoir public. Les partenariats seraient à développer avec des institutions de recherches, des universités, et des entreprises qui répondent aux revendications communautaires.

L'objectif sur le long terme est de passer d'une alternative qui se développe à côté du pouvoir, à un dialogue entre les différentes parties. Cela permettrait aux différentes organisations de ne plus se sentir seules et s'engager dans un partenariat plus formel et plus durable qui réponde aux besoins des paysans. Les communautés deviendront ainsi des acteurs incontournables au sein de leur pays.

> **Hélène Coppens, bénévole**

↓ La voix du paysan congolais crée un lien entre les producteurs agricoles et les politiciens et est une alternative aux canaux habituels de communication.



→ "Les produits qui sont issus de l'agriculture biologique sont souvent chers !"



## Les alternatives sont-elles réservées aux "riches"?

**Depuis des années, les alternatives fleurissent un peu partout à travers le monde. Mais ces alternatives sont-elles accessibles à toute la population ?**

**"Seulement pour les riches!" entend-t-on souvent...**

En Belgique, les alternatives au sein du système alimentaire tentent de se développer. Ainsi ont vu le jour l'agriculture biologique et les GASAP pour ne citer que ces alternatives-là. Cependant, elles sont perçues comme étant réservées à une classe sociale aisée. De fait, les produits qui en sont issus sont souvent chers : ils sont produits localement, selon des modes de production plus lents, avec une plus haute utilisation de la main-d'œuvre et avec des risques de perte plus élevés dus à la non-utilisation de pesticides. Leur commercialisation peut aussi demander plus de temps au producteur ainsi qu'au consommateur. Cependant, les alternatives développées autour du monde montrent qu'il est possible de les rendre accessibles à tous.

**Alternatives agricoles démocratiques : ça existe !**

Le cas du Brésil, où suite à la demande pressante de différents mouvements sociaux, les politiques ont développé un plan national d'agroécologie, est un exemple particulièrement intéressant. Ces politiques sont nées grâce à l'impulsion d'un mouvement d'opposi-

tion à une agriculture moderne qui excluait des milliers de petits agriculteurs. Au fil du temps, l'agriculture écologique fut développée par d'autres catégories de professionnels (des agriculteurs néoruraux, des petits entrepreneurs, des entreprises associatives, des coopératives de production). L'institutionnalisation de cette alternative a permis qu'un plus grand nombre de consommateurs ait accès à des produits de qualité respectueux de l'environnement.

Beaucoup d'autres pays du Sud, comme le Maroc, développent des alternatives afin de permettre aux populations les plus pauvres de bénéficier d'une alimentation variée tout en garantissant un revenu décent à la petite paysannerie.

Les alternatives ne sont donc pas nécessairement réservées à une classe particulière de la population. Elles s'orientent en fonction de l'objectif visé. Ainsi, en réaction aux critiques et pour pallier l'exclusion des plus pauvres et affirmer à nouveau une rupture avec le système dominant, de nouvelles alternatives plus démocratiques et inclusives commencent à émerger, aussi en Belgique ! Ne nous arrêtons donc plus à cette critique qui semble dépassée.

> **Ysaline Carlier**, bénévole